



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle du 6 au 12 mai 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

### A LA UNE

#### **VISITE DE BAN KI-MOON A MADAGASCAR : PLUSIEURS FOYERS DE TENSION EN TOILE DE FOND**

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a effectué une visite à Madagascar, les 10 et 11 mai derniers. Durant son passage, il a rencontré le Président de la République, les Présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, les membres du corps diplomatique, les Partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et les représentants du secteur privé. C'est sur une note négative qu'il quitte la Grande île. En effet, il n'a pas manqué d'exprimer son inquiétude face à la situation préoccupante de la malnutrition qui touche près d'un enfant sur deux. Dans la même lignée, il a déploré la « généralisation de la pauvreté, la faible croissance économique, le taux de chômage élevé, le niveau de l'éducation ainsi que le faible accès à l'eau potable ». Lors de son discours devant le Sénat et l'Assemblée nationale, il a exhorté les autorités à déployer plus d'efforts. La visite du numéro Un des Nations-Unies à Madagascar intervient dans un contexte politique et social critique, notamment en simultané avec l'émergence de plusieurs foyers de tension. A cette effet, le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly a lancé un appel à la cessation des troubles : « il faut laisser le gouvernement faire son travail. Les linges sales ne se lavent pas en public », a-t-il recommandé lors d'un entretien avec la presse. Cette mise en garde n'a pas empêché les 13 syndicats du ministère de l'Education nationale d'entrer en grève, le 9 mai, pour revendiquer le paiement des vacances, le paiement des subventions des enseignants FRAM, ainsi que la reconsidération de leur statut. Le même jour, le syndicat des inspecteurs du travail et celui des contrôleurs du travail ont entamé une grève illimitée sur tout le territoire national. Les membres exigent l'intégration du département du travail et des lois sociales au sein du ministère de la Fonction publique, à travers un décret. Le 10 mai, date d'arrivée du SG de l'ONU à Madagascar, la plateforme « Afo sendikaly » a prévu une grande manifestation à Mahamasina. Par ailleurs, des tracts ont circulé concernant la tenue d'une grève d'une partie du personnel de la compagnie aérienne Air Madagascar à partir du 11 mai. Joignant sa voix à celle des 4 ex employés en grève, elle s'insurgerait contre le non-respect du droit et du principe de redevabilité, mais aussi contre le manque de transparence de la compagnie. De leur côté, les paramédicaux ont également lancé un ultimatum aux autorités étatiques à considérer leurs revendications relatives à la révision de leurs avantages, sans quoi ils entameront une grève.

**FREE FM** a annoncé d'emblée que la semaine sera marquée par divers mouvements syndicaux. Faisant fi des recommandations du Chef du gouvernement, la station espère que le Secrétaire général des Nations Unies découvrira la réalité du quotidien des Malgaches et que ce ne sera pas une « visite guidée des autorités ». D'ailleurs, les médias ont suivi de près

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*l'évolution des différents foyers de tension et particulièrement la grève des 13 syndicats des enseignants du ministère de l'Education nationale. Alarmiste, **RADIO PLUS** a laissé entendre que cette grève pourrait compromettre la tenue des examens officiels. **TV PLUS**, de son côté, a privilégié la neutralité dans le traitement de la situation, en mettant en exergue la scission du syndicat. La chaîne a couvert la manifestation des enseignants à Anosy, mais aussi la conférence de presse organisée par certains leaders syndicaux qui ont décidé de mettre fin à la grève, suite à la mise en place d'un comité ad hoc qui se chargera du suivi de la réalisation des revendications syndicales. **RNM** s'est conformée à la directive du Premier ministre en participant à l'apaisement de la tension. La station a décidé de donner la parole aux enseignants issus de la direction régionale de l'éducation nationale de la région Est, qui ont condamné cette grève qui « pénalise surtout la jeune génération ». Il semble qu'**ANTSIVA** ait aussi suivi la même direction, en donnant l'opportunité à Paul Rabary, ministre de l'Education nationale, de rassurer les grévistes sur la concrétisation de leurs revendications. **KOLO TV** pour sa part, a relayé les rumeurs selon lesquelles le syndicat des travailleurs avait l'intention d'accueillir le Secrétaire général des Nations Unies. Intervenu au micro de la chaîne, le député Nome Razaranaina est favorable à cette démarche. Il a juste tenu à préciser que les débordements devraient être évités. Finalement, soucieuse de préserver l'image du gouvernement, **TVM** a réitéré que la visite de Ban Ki-Moon est un signe fort de la reconnaissance internationale du régime en place.*

## CELEBRATION DE LA SEMAINE DE L'EUROPE : UNE PANOPLIE D'ACTIVITES AU PROGRAMME

La conférence-débat organisée par le Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) au Café de la gare de Soarano, axée sur les enjeux du partenariat entre Madagascar et l'Union européenne, a lancé le coup d'envoi de la célébration de la Semaine de l'Europe, le 6 mai. Une panoplie d'activités, dont des conférences, des séances de projection de films, un concert et une exposition sur les activités de l'Union européenne et ses Etats membres sont au programme du 6 au 13 mai 2016. Le 11 mai particulièrement, la Délégation de l'UE à Madagascar, en collaboration avec le projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité (INCIPALS) a organisé un débat sur le thème de la "Citoyenneté et réseaux sociaux : atouts, limites et perspectives" à Antsahavola. L'événement a vu la participation d'un panel composé de Mialisoa Randriamampianina, activiste membre de Wake Up Madagascar, Léa Ratsiazio, journaliste web, Ony Rambelo, journaliste, Guy Rivo Randrianarisoa, Député de Madagascar, Tsilavina Ralaindimby, Directeur de la Communication de la Présidence de la République, et Yvan Fabius, administrateur du groupe de discussion sur Facebook « Ino maresaka à Tamatave ». La semaine sera clôturée par une table-ronde économique, notamment pour passer en revue l'environnement des affaires dans la Grande île.

***TVM** a brièvement fait le point sur la coopération entre Madagascar et l'Union européenne, vieille de 66 ans. La chaîne a précisé, entre autres, que cette relation est surtout basée sur l'économie et le social. Elle a octroyé une couverture à la conférence sur le thème : « Quel partenariat entre Madagascar et l'Union européenne face aux enjeux actuels ? » organisée à*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Soarano. Au micro de la chaîne, Solofo Rasoarahona, Délégué général du CEDS, a rappelé les enjeux de ce débat qui réside dans l'échange d'informations et d'expériences. TV PLUS a également couvert l'événement et a retransmis l'allocution du Représentant de l'Union européenne à Madagascar. Antonio Sanchez-Benedito Gaspar a souligné l'importance de la discussion autour du climat des affaires et des investissements à Madagascar. Aux micros de la presse, il a particulièrement insisté sur le renforcement de la lutte contre la corruption.*

## POLITIQUE INTERNE

### LA POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT PASSE AU CRIBLE

« La vraie politique, c'est celle qui se consacre à la politique de développement », dit le Premier ministre Solonandrasana Olivier Mahafaly, qui a présenté la Politique Générale de l'Etat devant les sénateurs et les députés, le 9 mai 2016. A travers cette PGE, le gouvernement a avancé ses priorités dont la lutte contre la corruption, l'accès à l'éducation et à la santé pour tous, le redressement économique, l'amélioration du climat des affaires, le développement de l'agriculture. Le locataire de Mahazoarivo les a résumés en trois points : l'amélioration du volet social, le renforcement de la bonne gouvernance ainsi que l'effectivité de l'Etat de droit qui implique le renforcement de l'équilibre judiciaire. Il a assuré que son équipe est actuellement à pied d'œuvre pour concrétiser ces objectifs et qu'elle fera le nécessaire pour rétablir la confiance des bailleurs de fonds, et réitéré à l'occasion que chaque ministère sera évalué. Pour conclure sa présentation, le numéro un du Gouvernement a sollicité des critiques constructives. « Que cela se fasse dans le respect mutuel et non via des tentatives de coup d'Etat », a-t-il suggéré. Le Sénat aura 15 jours pour passer au crible le document.

*Les chaînes nationales, TVM et RNM ont accordé une large couverture à la présentation du locataire de Mahazoarivo. RNM a retransmis en direct la rencontre entre les membres du gouvernement et les sénateurs, qui s'inscrit dans le cadre de la première session ordinaire de la Chambre Haute. La station a diffusé la présentation intégrale de la PGE par le locataire de Mahazoarivo. Fidèle à sa ligne éditoriale, elle n'a pas manqué de renforcer la crédibilité de cette politique qui, précise-t-elle, « se base sur les Objectifs de Développement Durable du 3<sup>ème</sup> Millénaire ». A priori, il semble également que la PGE réponde aux attentes de FREE FM. Alarmée par la recrudescence de l'insécurité tant dans le milieu urbain que rural, par la menace d'invasion des criquets dans le Sud, la paupérisation de la population, la station a déjà exprimé son avis avant la rencontre entre le Premier ministre avec les sénateurs et les députés. Elle a affirmé entre autres, qu'elle s'attendait à ce que le gouvernement mette en avant la lutte contre toutes formes d'insécurité et le redressement économique. En sus, la chaîne a également insisté sur la lutte contre le trafic illicite de ressources naturelles et l'éradication de la corruption.*

*Les médias ont particulièrement focalisé leur attention sur les premières impressions des élus. RNM a mis en avant les avis favorables, à savoir ceux des sénateurs Mananjara Andriambololona et Riana Andriamandavy VII. Le premier estime que la PGE présentée par le Premier ministre s'accorde parfaitement au climat sociopolitique et économique actuel. Egalement satisfait, le second souligne que la mise en œuvre de la PGE favorisera le développement économique de Fianarantsoa. KOLO TV pour sa part, a exclusivement*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*rapporté la déception des parlementaires. « La plupart des députés n'ont pas été convaincus par la PGE ». Toujours selon la chaîne, ils se sont attendus à ce que le gouvernement insiste sur la lutte contre l'insécurité et le développement des infrastructures de transport, mais aussi qu'il priorise l'éducation. A cet effet, le média a interviewé le député Djaosera Irénée, élu à Analalava, qui s'est plaint d'aucune mention de la région Sofia dans le programme gouvernemental. En donnant la parole à la sénatrice Olga Ramalason, du parti Tiako I Madagasikara et à Riana Andriamandavy VII, du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara, issus de deux tendances politiques différentes, **TV PLUS** a essayé de donner une vision plus équilibrée de la situation aux téléspectateurs. L'ancienne ministre du Commerce, Olga Ramalason a exigé la mise en place d'un calendrier d'exécution.*

## ECONOMIE ET SOCIETE

### POLEMIQUE AUTOUR DE LA SAISIE DE 131 SACS DE CHANVRE A IHOSY

Quatre véhicules tout-terrain chargés de 131 sacs de chanvre en provenance de Betroka ont été interceptés par les éléments de la police d'Ihosy, le 3 mai dernier. Les huit personnes à bord des véhicules ont été arrêtées et déférées au Parquet. La nouvelle s'est répandue dans les réseaux sociaux qui étalent au grand jour l'implication du député du 1<sup>er</sup> district de Toliara, Razatondraha ainsi que de l'actuel ministre de la Fonction publique, Jean de Dieu Maharante. Selon les rumeurs, les voitures appartiendraient au ministre et les cargaisons au député. Les deux personnalités ont respectivement démenti les rumeurs via la presse. Le ministre a déclaré qu'il était prêt à démissionner s'il se trouvait impliqué dans l'affaire. Le parlementaire, pour sa part, a fait porter le chapeau à son assistant, qui pour rappel figure parmi les personnalités arrêtées par la police. Une enquête préliminaire a été ouverte auprès de l'Assemblée nationale. Quelques jours après la saisie, la police a précisé que le convoi a été dirigé par Dable Maharante, neveu du ministre de la Fonction publique, Jean de Dieu Maharante.

**TV PLUS** a donné l'opportunité au député Razatondraha de présenter sa version des faits. Interviewé par la chaîne, le parlementaire a démenti son implication ainsi que celle du ministre Jean De Dieu Maharante dans cette affaire. Malgré tout, certains médias comme **ANTSIVA** ont décidé de se fier aux nombreuses rumeurs. « Cette République de mafia trempe dans toutes les affaires louches : trafic de ressources naturelles, kidnapping, trafic d'armes, profanation de sépulture et voilà qu'on découvre que le réseau mafieux s'adonne au trafic de drogue », a déclaré la station, enfreignant les limites déontologiques. La chroniqueuse Annick Raherimanana s'est indignée de la démarche du parlementaire Razatondraha qui, selon elle « prend tout le monde pour des fous ». D'après sa lecture, son démenti n'est plus ni moins qu'une stratégie pour détourner l'attention du vrai commanditaire. Sur le même ton critique, **FREE FM** a dénoncé le manque de transparence des dirigeants étatiques. D'après la chroniqueuse Lalatiana Rakotondrazafy, le Premier ministre aurait dû prendre ses responsabilités en écartant Maharante Jean de Dieu de l'équipe gouvernementale, car « il souille l'image de l'Exécutif ». **VIVA** a laissé s'exprimer les citoyens à travers un micro-trottoir, lesquels espèrent à l'unanimité que la loi sera respectée et qu'il n'y aura plus d'intervention à haut niveau. La chaîne a également sollicité l'avis du député élu à Ikongo, Brunel Razafitsiandraofa, qui estime qu'être impliqué dans une

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*affaire de drogue est indigne d'un politicien. Interviewé par MA-TV, l'ancien Premier ministre Omer Beriziky partage le même avis et insiste sur le rétablissement de la confiance entre les dirigeants et la population, ainsi que sur l'application des lois. La chaîne est restée factuelle tout comme KOLO TV.*

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site Web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**ECES**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSERVATORIO**  
di Pavia Media Research

**Search for  
Common Ground**

**Center for  
Creative Leadership**